

1° Forum européen de l'économie sociale et solidaire, INITIATIVE GUE-NGL /28 janvier 2016

Atelier préparatoire tenu à Paris, le 10 novembre 2015 (Compte rendu de Thierry Leguay et Jean-Philippe Milesy)

CR de la réunion

Participants :

- Sylvie Mayer, responsable du GT ESS au sein du PCF
- Jean-Philippe Milesy, Rencontres sociales
- Jean Huet, membre du PCF et membre du GT ESS du PCF, impliqué dans le développement des SCIC
- François Longerinas, coopérateur, dirigeant de la coopérative CFD/EMI, responsable du Front de Gauche ESS et du GT ESS du PG
- Benoît Borits, journaliste à Regard, membre d'Ensemble!
- Marcel Caballero, CIRIEC France
- Jean-Claude Boual, pdt du Collectif des Associations Cooyennes et CELSIG
- Jean Samut, militant mutualiste, consultant
- Michel Abhervé, Universitaire, blogueur ESS sur Alternatives Economiques,
- Thierry Leguay, assistant parlementaire

Excusés : Eric Forti (Président de la CRESS Ile-de-France), Anne Sabourin (PGE)

Après la présentation de l'objectif de cette réunion et du Forum du 28 janvier 2016, les participants ont exprimé les points suivants :

- L'objectif du Forum doit être précisé :
Devant la bataille sur les appellations et concepts, il est important de préciser ce qu'est l'ESS, ses fondamentaux (valeurs et principes) en insistant sur la propriété collective et la démocratie. Il est important aussi de tenir compte de la diversité des situations dans l'UE, des différentes formes et structures (intégration par exemple des Mutuelles) d'une réalité européenne complexe et de ce que les traités permettent et ne permettent pas de faire.
- Dans cet état d'esprit, il est nécessaire de sortir de la confusion entre Economie sociale et solidaire et entrepreneuriat social provoquée par la Commission avec son

initiative « entrepreneuriat social », qui a inversé le rapport entre ESS et entrepreneuriat social, faisant de la première une partie du second alors que c'est l'inverse qui constitue la réalité de l'histoire et devrait donc être la référence .

L'évolution de la perception de l'ESS et du corpus législatif au niveau européen et national (la loi ESS en France par exemple) a régressé dans les dernières années et traduit et montre une évolution anglo- saxonne des institutions et des politiques.

- Le Forum doit donc avoir une première fonction de clarification des concepts. Il doit affirmer la nature « politique » d'un entrepreneuriat fondé sur la propriété collective de ses parties prenantes, la démocratie, le refus de toute financiarisation des processus (impartageabilité des réserves, exclusion de toute démarche spéculative...)
- Il est de la responsabilité d'un groupe comme la GUE/NGL de poser l'ESS comme une alternative qui développe les droits économiques, sociaux et culturels (DESC) es citoyens tant nationaux qu'internationaux. Tournant le dos au court-termisme spéculatif du capitalisme financier, l'ESS est clairement une conception durable, inscrite dans la bataille pour l'environnement. C'est ce qui a été souligné lors de la dernière AG de l'ONU avec l'initiative ESS pour les ODD et que l'on retrouvera dans des manifestations comme les Rencontres du Mont-Blanc de fin novembre 2015
- Cette politisation n'a pas pour but de diviser, mais de clarifier les spécificités de chaque composante/secteur en rappelant ce que nous avons en partage, montrer les points communs, les lignes structurantes au niveau de l'ESS, de chaque secteur de l'ESS. L'échange des expériences nationales est bienvenu mais n'est pas suffisant.

Il ressort aussi des discussions que l'aspect « publicité » de l'ESS, de ce qu'elle fait, est important. Il s'agit de montrer au niveau européen le rôle de l'ESS et dans quelles conditions elle peut jouer un rôle dans la transformation sociale nécessaire

Il faut aussi montrer aussi au niveau européen que l'ESS répond à des revendications fortes de transformation sociale.

Il ressort aussi la nécessité de penser les convergences et alliances avec d'autres mouvements, partageant des objectifs similaires.

Il apparaît que l'ESS, en tant que projet politique, ne pourra le redevenir qu'à la condition de conclure des alliances.

A été notamment évoqué la question des rapports à une Economie publique, elle aussi mise à mal par les évolutions européennes.

De nombreuses initiatives marquent les convergences entre ESS et Services publics comme le montre la préparation du prochain congrès international du CIRIEC et d'autres débats comme celui qui fonde la Colloque de mai 2016 de l'Institut Polanyi.

D'autres s'intéressent plus particulièrement aux problématiques des « communs »

Cette initiative de la GUE/NGL intervient à un moment où l'ESS au niveau des institutions de l'UE connaît une régression, alors qu'elle connaît un regain au niveau de son utilisation par

des personnes, des salariés au vu des nombreux projets et réalisations, de la richesse des actions dans les territoires, mais aussi du monde universitaire

L'intitulé du Forum doit clairement refléter l'ambition de celui-ci afin de porter le projet d'une mobilisation européenne au niveau européen.

Concrètement, de la discussion lors de l'atelier français, il ressort aussi des possibilités d'actions qui peuvent permettre de structurer le Forum du 28 janvier dans ses aspects globaux et politiques,

L'Initiative GUE/NGL doit donc aussi reprendre la critique de législations ou de propositions européennes pour montrer les freins à l'ESS.

Parmi celles-ci, la bataille contre Solvabilité 2 et ses conséquences, celle contre les Social Impact Bonds, la bataille pour faciliter la reprise coopérative des entreprises en déshérence jusqu'à la proposition d'un droit de préemption des salariés...

Elle doit aussi permettre la création et le développement de groupes ESS comme les groupes de coopératives.

Ces différents thèmes devraient être intégrés dans les différents ateliers/tables-rondes thématiques qui seront organisés lors du Forum du 28 janvier.

Mandat a été donné au(x) représentant(s) français au groupe de travail du 30 novembre de défendre ces conceptions et propositions.